

# Ford Blanquefort : un rassemblement devant la préfecture à l'appel de la CGT

[A LA UNE BLANQUEFORT](#)

Publié le 21/10/2019 à 16h23. Mis à jour à 16h47 par **Christine Morice**.



Lundi après-midi, la CGT mobilisée devant la préfecture.

*PHOTO C.M.*

**Une quarantaine de personnes se sont mobilisées en début d'après-midi alors que débutait une réunion sur un protocole d'accord entre Ford, l'Etat et les collectivités territoriales**

Alors que [la production de boîtes à vitesse automatiques a cessé depuis le mois de juillet](#) au sein de l'usine Ford de Blanquefort, une quarantaine de personnes se sont rassemblées devant la préfecture de la Gironde à l'appel de la CGT, ce lundi vers 14 heures.

Cette mobilisation concordait avec le début d'une réunion portant sur le **protocole d'accord** qui doit être entériné entre Ford Aquitaine Industriels (FAI), l'Etat et les collectivités territoriales (Région, Département, Bordeaux Métropole, Ville de Blanquefort) en vue de la signature d'une convention sur la revitalisation et la réindustrialisation du territoire.

## "En colère"

Pour le leader de la CGT de Ford, Philippe Poutou, cet accord n'est pas acceptable et signe "**la capitulation des pouvoirs publics** aux ordres de Bercy". L'ancien candidat du NPA à l'élection présidentielle regrette notamment que Ford n'ait pas été contraint de rembourser l'argent public qu'il a reçu.

"Nous sommes en colère car les collectivités locales et l'Etat n'ont pas mené la bataille contre Ford qui a fait, une nouvelle fois, ce qu'il voulait", ajoutait Gilles Lambersend, le secrétaire du Comité social et économique (CSE) de l'usine.

## Dépollution du site

Cet accord porte la participation de Ford à **18 millions d'euros**, une somme qui comprend la cession à Bordeaux Métropole d'un terrain situé à Blanquefort estimé à 4 millions d'euros. Il précise aussi que la remise en état du site industriel doit être achevée au 31 décembre 2024. Elle passe notamment par sa dépollution.

Les pouvoirs publics s'engagent en échange à renoncer à toute actions en justice contre Ford en lien avec la fermeture de l'usine de Blanquefort.